

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 21/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORTS PERNOT (Besain)

2 Chemin Malaval
39300 Crotenay

Références : LB/VV/2025/L_86
Code AIOT : 0005901627

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORTS PERNOT (Besain) implanté Route de Molain Carrière de la Lattière 39800 Besain. L'inspection a été annoncée le 23/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise à vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° AP-2024-30-DREAL du 5 juin 2024 (notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception le 10 juin 2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORTS PERNOT (Besain)

- Route de Molain Carrière de la Lattière 39800 Besain
- Code AIOT : 0005901627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation actuelle est régie par l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016, accordé à la SET PERNOT pour une durée de 30 ans. La surface d'exploitation porte sur une partie de la parcelle n° 48, sur une superficie de 8 ha 30 a 30 ca, de la commune de Besain.

La carrière extrait de la roche calcaire pour une production brute annuelle de 98 000 t en moyenne et une production maximale de 120 000 t/an.

Le site dispose également d'une installation de traitement des matériaux ainsi qu'une installation de fabrication de gabions.

L'arrêté préfectoral autorise un accueil de matériaux inertes pour un tonnage maximal de 300 000 t à raison de 10 000 tonnes par an, pour être utilisés dans le réaménagement de la carrière.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance conduite exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 23.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Bordereau suivi déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
4	Registre déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
5	admission des déchets inertes: nature et contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.4 et 35.1.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral du

23 juin 2016 concernant la surveillance de la conduite de l'exploitation et les consignes de sécurité sont mises en place et respectées.
La gestion de l'apport des déchets inertes est satisfaisante et complète.
L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2024 est respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance conduite exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 23.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de poste de la personne en charge de la surveillance de l'exploitation mise à jour le 3 décembre 2024. L'inspection a constaté la présence sur le site de cette même personne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent</p>

<p>être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie (sables, extincteurs) ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de rétablissement, des services d'incendie et de secours, etc...
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que les consignes de sécurité sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bordereau suivi déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Apport déchets inertes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 35.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016 :</u> Les apports sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs volumes, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés, y compris la date d'arrivée, et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination, le tri ayant été réalisé auparavant.</p> <p><u>article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°AP-2024-30-DREAL du 5 juin 2024 (notifié par AR le 10 juin 2024) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à article 35.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016 susvisé en transmettant une copie des bordereaux de suivis des déchets inertes complété des éléments manquants, sur une période de 1 mois ;
<p>Constats :</p> <p>Par message électronique du 18 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie de l'ensemble de bordereaux de suivi des déchets pour le mois de mars 2024.</p>

Ces bordereaux sont conformes à l'article 35.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016.

=> la non-conformité persistante relevée lors de l'inspection inopinée du 5 mars 2024 et objet du premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2024, est ainsi soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Registre déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.3

Thème(s) : Autre, Déchets inertes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

article 35.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016 :

L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Ce registre est conservé pendant toute la durée d'autorisation.

article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°AP-2024-30-DREAL du 5 juin 2024 (notifié par AR le 10 juin 2024) :

- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 35.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016 susvisé en transmettant le registre d'admission des déchets inertes complété des éléments manquants et le plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Constats :

Par message électronique du 9 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les registres d'admissions des déchets entrants pour 2022 et 2023 ainsi que les plans topographiques localisant les zones de remblais.

Les registres d'admissions et les plans topographiques associés sont conformes à l'article 35.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016.

=> la non-conformité persistante relevée lors de l'inspection inopinée du 5 mars 2024 et objet du deuxième alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2024, est ainsi

soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : admission des déchets inertes: nature et contrôle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.4 et 35.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>articles de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016 :</p> <p>35.1.4 - Les matériaux autorisés sont uniquement les matériaux solides tels que les déblais provenant des chantiers de terrassement, de démolition, constitués exclusivement de bétons, de briques, de terres non polluées excluant la terre végétale (liste des déchets admissibles sans réalisation de procédure d'acceptation préalable figurant à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes).</p> <p>35.1.5 - L'exploitant doit vérifier que les déblais venant de l'extérieur ne contiennent pas de déchets interdits. Avant stockage, ils doivent subir un examen visuel et olfactif ainsi qu'un contrôle qui permettent de déceler des éléments indésirables par déchargement des camions, une benne pour la récupération des refus est à mettre en place. Ces refus devront figurer sur le registre : quantité, volume et nature. Les matériaux enrobés et produits bitumineux ne sont pas acceptés.</p> <p>article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°AP-2024-30-DREAL du 5 juin 2024 (notifié par AR le 10 juin 2024) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 35.1.4 et 35.1.5 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016 susvisé en transmettant les justificatifs d'évacuation des déchets non autorisés dans des filières agréées, les justificatifs de la mise en place d'un contrôle lors du déchargement des camions permettant de déceler des éléments indésirables.
<p>Constats :</p> <p>Par message électronique du 9 septembre 2024, l'exploitant a indiqué :</p> <p><i>"les matériaux enrobés et produits bitumineux ont été ramassés et mis dans notre ISDI de Barretaine/ Plasne. [...] Pour le plastique et morceau de bois, ils ont été ramassés et mis dans notre benne DIB que nous avons à Crotenay. Afin de s'assurer de la conformité des matériaux amenés, une passerelle a été mise en place (voir photo), et un contrôle systématique est fait sur chaque benne. Les badges permettant de faire un ticket sans présence de personnel de la SET PERNOT ne</i></p>

fonctionnent plus pour les déchets entrants."

L'exploitant a joint à son message le bordereau de suivi des déchets bitumineux qui ont été mis en stockage dans l'ISDI de Barretaine/Plasne, pour un volume de 3,2 tonnes.

L'exploitant a mis en place le contrôle d'admission des déchets pour vérifier leur nature conformément aux articles 35.1.4 et 35.1.5 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016.

=> la non-conformité persistante relevée lors de l'inspection inopinée du 5 mars 2024 et objet du dernier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2024, est ainsi soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure